



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS A:**

**Bid Receiving /  
Réception des soumissions**

École de la fonction publique du Canada  
Unité de réception des soumissions  
(Salle de Courrier)  
De La Salle Campus, 373, avenue Sussex  
Ottawa, Ontario (Canada) K1N 6Z2

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE SOUMISSION**

Proposal to: Canada School of Public Service/École de la fonction publique du Canada  
We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Canada School of Public Service/École de la fonction publique du Canada  
Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaries**

**Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

<b>Title-Sujet</b>	
<b>Services de déménagement de bureaux</b>	
<b>Solicitation No. – No. de l'invitation</b>	<b>Date</b>
<b>CSPS-RFP-1415-NL-1155</b>	<b>23 février, 2015</b>
<b>Client Reference No. - No. De Référence du Client</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b>	
at - à 14h00 HNE on - le 07/04/2015	
<b>Financial Codes - Codes financiers</b>	
<b>Address Inquiries to: - Adresser toute demande de renseignements à:</b>	
<a href="mailto:Nathalie.lafortune@cspes-efpc.gc.ca">Nathalie.lafortune@cspes-efpc.gc.ca</a>	
<b>Telephone No. - No de téléphone</b>	<b>Fax No. – No de Fax:</b>
613-854-5380	819-934-8155
<b>Destination of Goods and Services: Destinations des biens et services:</b>	
Région de la Capitale Nationale (RCN)	
<b>Instructions : See Herein Instructions : Voir aux présentes</b>	
<b>Delivery Required – Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered – Livraison proposée</b>
Voir aux présentes	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	



## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - en période de soumission
5. Lois applicables
6. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

### **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

1. Exigences relatives à la sécurité

#### **Liste des pièces jointes :**

Pièce jointe 1 de la Partie 3, Barème de prix

Pièce jointe 1 de la Partie 4, Critères d'évaluation techniques et financiers



## **PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Paiement
8. Instructions relatives à la facturation
9. Attestations
10. Lois applicables
11. Ordre de priorité des documents
12. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
13. Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)
14. Assurances

### **Liste des annexes**

- Annexe « A » Énoncé des travaux
- Annexe « B » Base de paiement
- Annexe « C » Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe « D » Attestations
- Annexe « E » Conditions générales
- Annexe « F » Conditions générales supplémentaires
- Annexe « G » Formulaire Autorisation de tâches
- Annexe « H » Exigences en matière d'assurance
- Annexe « I » Rapport d'utilisation trimestriel



## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, le formulaire Autorisation de tâches et le Rapport périodique d'utilisation – Contrats avec Autorisation de tâches.

### **2. Sommaire**

#### **2.1 Sommaire**

La Division des locaux de l'EFPC est à la recherche d'un entrepreneur qui fournira, « selon les besoins », des services de déménagement de bureaux pour le déménagement de bureaux, de postes de travail, de salles de classe et d'autres installations gouvernementales diverses, y compris du matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, dans la région de la capitale nationale.

Ce contrat est d'une durée d'un (1) an, avec l'option irrévocable pour prolonger la durée du contrat jusqu'à de trois (3) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune. Voir l'Énoncé des travaux à l'annexe A.



### **3. Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.



## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante sous réserve des révisions suivantes.

- a) partout où il est question de « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) », modifiez de la façon suivante : « École de la fonction publique du Canada (École) »;
- b) à l'article 05 de l'alinéa 4, « Présentation des soumissions », modifiez la période de la validité des soumissions pour qu'elle passe de soixante (60) jours à cent vingt (120) jours;
- c) à l'article 08, « Transmission par télécopieur », remplacez tout le texte par « Aucune soumission transmise par télécopieur ne sera acceptée. »;
- d) à l'article 20, « Autres renseignements », supprimez le deuxième paragraphe au complet.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours  
Insérer : **cent vingt (120) jours**

### 2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à la **Réception des soumissions**, au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués ci-dessous :

**École de la fonction publique du Canada  
Réception des soumissions / Salle de Courrier  
De La Salle Campus, 373, avenue Sussex  
Ottawa, Ontario (Canada) K1N 6Z2**

**À : Au plus tard à 14h00, HNE**

Les soumissionnaires doivent indiquer le numéro de la Demande de Soumission sur l'emballage en soumettant leurs offres.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.



### 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définitions

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )



Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### **4. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de





renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **5. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **Ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **6. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions**

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.



## PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### 1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I: Soumission technique (4 copies papier)
- Section II: Soumission financière (1 copie papier)
- Section III: Attestations (1 copie papier)
- Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

**Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement.** Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires



peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Partie 4, Procédures d'évaluation, contient des instructions additionnelles que les soumissionnaires devraient considérer en préparant leur soumission technique.

## **Section II : Soumission financière**

**1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le barème de prix reproduite à l'annexe 1 de la partie 3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

**1.2** Les soumissionnaires doivent inclure les informations suivantes avec leur offre financière :

1. Raison social;
2. Numéro d'entreprise; et
3. Le nom de la personne contacte (incluant son adresse postale, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse courriel) autorisée par le soumissionnaire, d'entrer en communication avec le Canada, au sujet de :
  - a. leur soumission; et
  - b. n'importe quel contrat qui pourrait résulter de leur offre.

**1.3** Au moment de préparer leur offre financière, les soumissionnaires devraient examiner la base de paiement à l'annexe B et la clause 1.2, Évaluation financière, figurant à la Partie 4.

## **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à l'Annexe D.

## **Section IV : Renseignements supplémentaires**

Les soumissionnaires doivent présenter dans la section IV de leur proposition :

- l'article 2 de la Partie 3, Ancien fonctionnaire : les réponses à toutes les questions et s'il y a lieu l'information nécessaire
- l'article 1 de la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité:
  - Le nom de tous les individus qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des accès de travail dont l'accès est réglementé.

**PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3  
BARÈME DE PRIX**

Le soumissionnaire devrait compléter ce barème de prix et l'inclure dans sa soumission financière. Au minimum, le soumissionnaire doit répondre à ce barème de prix dans sa soumission financière en y incluant pour chacune des périodes identifiées ci-dessous, le taux horaire fixe, tout compris et le prix ferme, tout compris (en \$ CAN), qu'il propose pour chacune des catégories dentifiées.

Les taux indiqués ci-dessous, lorsque soumis par le soumissionnaire, comprennent le coût estimatif total de tous les frais de déplacement et de subsistance qui peuvent devoir être engagés pour :

- des travaux décrits dans la Partie 7, clauses du contrat subséquent, de la demande de soumissions qui doivent être exécutés à l'intérieur de la région de la capitale nationale (RCN). La région de la capitale nationale est définie dans la Loi sur la capitale nationale, L.R. 1985, ch. N-4 1985, art. 2, qui peut être consultée sur le site Web du ministère de la Justice à l'adresse suivante : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/N-4/> ;
- tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et la RCN; et
- frais de déplacement et subsistance pour réinstaller des ressources afin de répondre aux conditions de tout contrat subséquent. Ces frais ne peuvent pas être imputés directement et séparément des honoraires professionnels à tout contrat subséquent qui pourrait découler de la demande de soumission.

**A. Période du Contrat - De la date d'attribution du contrat au 31 mai 2016**

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période du contrat, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour les travaux exécutés en vertu du contrat.

**1. Honoraires professionnels**

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

**2. Matériaux d'emballage et fournitures**

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		



## B. Option 1 de prolongation du contrat : Du 01 juin 2016 au 31 mai 2017

Cette section s'applique seulement si l'option de prolongation du contrat est exercée par le Canada.

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

### 1. Honoraires professionnels

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

### 2. Matériaux d'emballage et fournitures

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		

**B. Option 2 de prolongation du contrat : Du 01 juin 2017 au 31 mai 2018**

Cette section s'applique seulement si l'option de prolongation du contrat est exercée par le Canada.

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

**1. Honoraires professionnels**

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

**2. Matériaux d'emballage et fournitures**

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		

**B. Option 3 de prolongation du contrat : Du 01 juin 2018 au 31 mai 2019**

Cette section s'applique seulement si l'option de prolongation du contrat est exercée par le Canada.

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

**1. Honoraires professionnels**

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

**2. Matériaux d'emballage et fournitures**

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		

**Prix évalué (excluant les taxes applicables) – services professionnels uniquement :**  
(Somme de **A** (1+2+3+4+5+6) + **B** (1+2+3+4+5+6))

Les taux horaires fixes (taux régulier et urgent), tout compris (en \$ CAN), pour chaque période, seront additionnés et divisés par quatre (4) pour obtenir la moyenne du taux horaire fixe tout compris des services professionnels.

Le montant estimatif total des taxes applicables est exclu.



**Prix évalué (excluant les taxes applicables) – matériaux d’emballage et fournitures :**  
(Somme total de C (8+9))

Les prix unitaires fermes (prix unitaire régulier et urgent), tout compris (en \$ CAN), pour chaque période, seront additionnés et divisés par quatre (4) pour obtenir la moyenne du prix ferme tout compris des matériaux d’emballage et fournitures.

Le montant estimatif total des taxes applicables est exclu.

Les taux horaires fixes, tout compris (en \$ CAN), seront additionnés et divisés par quatre (4) pour obtenir la moyenne du taux horaire fixe, tout compris, des services professionnels. Les prix unitaires fermes, tout compris (en \$ CAN), seront additionnés et divisés par quatre (4) pour obtenir la moyenne du prix ferme tout compris des matériaux d’emballage et fournitures. Le prix évalué sera déterminé sur les facteurs de pondération suivants : (90%) pour la moyenne du taux horaire fixe, prix tout compris, des services professionnels et (10%) la moyenne du prix ferme, tout compris, des matériaux d’emballage et fournitures.

Le montant estimatif total des taxes applicables est exclu.





## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4.

#### **1.2 Évaluation financière**

##### **1.2.1 Évaluation financière obligatoire**

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4.

### **2. Méthode de sélection**

#### **2.1 Méthode de sélection - Prix évalué le plus bas**

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande d'offres (DO) ;
  - b. satisfaire à toutes les critères d'évaluation techniques obligatoires ; et
  - c. satisfaire à tous les critères financiers obligatoires et présenter un prix unitaire moyen ferme tout compris ne dépassant pas de plus de 40% la médiane calculée à partir de toutes les offres recevables.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) b) ou c) seront déclarées non recevables.

Les soumissions recevables seront classées par ordre croissant, des prix unitaires fermes tout compris, des prix unitaires fermes tout compris les plus bas au plus haut.

La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.



## PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4

### CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES ET FINANCIERS

#### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les soumissions doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.

<b>Critères Techniques Obligatoires (0)</b>			
<b>No</b>	<b>Critère Technique Obligatoire</b>	<b>Rencontré / Non Rencontré</b>	<b>Référence à la soumission de du soumissionnaire</b>
<b>01</b>	<p><b>Ressources proposées</b></p> <p>Le soumissionnaire doit fournir les noms d'un chef d'équipe, de deux déménageurs et de deux installateurs qui travailleront dans le cadre de ce contrat, si ce dernier lui est attribué.</p>		
<b>02</b>	<p><b>Expérience et expertise du Chef d'équipe proposé</b></p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que le Chef d'équipe proposé satisfait aux critères obligatoires minimaux ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience en déménagement de bureaux;</li> <li>• avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience de l'installation, de l'assemblage et du démontage de meubles de bureau;</li> <li>• avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience de l'emballage, du déménagement et du décaissage séquentiels (c.-à-d. en ordre) de dossiers, et de l'installation d'étagères de rangement de dossiers.</li> </ul> <p>La simple énumération de noms de projet ou de numéros de contrat, sans</p>		



	<p>plus de détails, ne suffit pas pour démontrer l'expérience acquise. Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience des chefs d'équipe en décrivant des travaux spécifiques. Pour pouvoir démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les noms de projet(s) ou les numéros de contrat(s);</li><li>• La description des travaux/activités spécifiques;</li><li>• Les dates de début et de fin;</li><li>• La référence du ou des clients, y compris leurs titres, noms et numéros de téléphone.</li></ul> <p>Les périodes simultanées ne seront comptées qu'une seule fois.</p> <p>Les contacts clients pourraient être appelés afin de valider l'information soumise.</p>		
<p><b>O3</b></p>	<p><b>Expérience et expertise des Déménageurs proposés</b></p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que les Déménageurs proposés satisfaits aux critères obligatoires minimaux ci-dessous :</p> <p>Chaque déménageur proposé doit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience en déménagement de matériel et de mobilier de bureau.</li></ul> <p>La simple énumération de noms de projet ou de numéros de contrat, sans plus de détails, ne suffit pas pour démontrer l'expérience acquise. Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience des déménageurs en décrivant les travaux spécifiques. Pour pouvoir démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :</p>		



	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les noms de projet(s) ou les numéros de contrat(s);</li><li>• La description des travaux/activités spécifiques;</li><li>• Les dates de début et de fin;</li><li>• La référence du ou des clients, y compris leurs titres, noms et numéros de téléphone.</li></ul> <p>Les périodes simultanées ne seront comptées qu'une seule fois.</p> <p>Les contacts clients pourraient être appelés afin de valider l'information soumise.</p>		
<b>04</b>	<p><b>Expérience et expertise des Installateurs proposés</b></p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que les Installateurs proposés satisfaits aux critères obligatoires minimaux ci-dessous :</p> <p>Chaque installateur proposé doit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• doit avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience de l'installation, de l'assemblage et du démontage de meubles de bureau.</li></ul> <p>Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience des installateurs en décrivant des travaux spécifiques.</p> <p>La simple énumération de noms de projet ou de numéros de contrat, sans plus de détails, ne suffit pas pour démontrer l'expérience acquise. Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience des installateurs en décrivant les travaux spécifiques. Pour pouvoir démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les noms de projet(s) ou les numéros de contrat(s);</li><li>• La description des</li></ul>		



	<p>travaux/activités spécifiques;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dates de début et de fin;</li> <li>• La référence du ou des clients, y compris leurs titres, noms et numéros de téléphone.</li> </ul> <p>Les périodes simultanées ne seront comptées qu'une seule fois.</p> <p>Les contacts clients pourraient être appelés afin de valider l'information soumise.</p>		
05	<p><b>Équipement</b></p> <p>Tout l'équipement de manutention doit être fourni par l'entrepreneur. Le soumissionnaire doit confirmer que les véhicules seront équipés selon les exigences suivantes (pour le présent exemple qui vise deux tournées exigeant ces types de véhicules) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. La fourgonnette utilitaire doit être équipée d'une charrette à bras ;</li> <li>ii. Le camion doit être équipé d'un hayon élévateur hydraulique et de courroies d'immobilisation des charges ou de barres qui immobilisent les charges à l'intérieur du véhicule ;</li> <li>iii. Un appareil de manutention de palettes et d'autres équipements de manutention (au besoin), comme un camion à plate-forme, peuvent également être exigés pour déplacer du matériel à destination et en provenance des immeubles.</li> </ul>		

### 1.2.1 Évaluation financière obligatoire

Les offres doivent répondre aux critères financiers obligatoires indiqués dans le tableau ci-après.

Dans le cas contraire, les offres seront jugées non recevables.

Critères financiers obligatoires (FO)		
N°	Critère financier obligatoire	Satisfait / Non satisfait
FO1	Le taux horaire moyen fixe pour les services ne doit pas dépasser 40% de la médiane calculée à partir de l'ensemble des offres recevables retenues.	



### 1.2.2 Évaluation financière

Les offres financières seront évaluées selon la méthode décrite ci-dessous pour les services professionnels et pour les matériaux d'emballage et fournitures :

#### Étape 1

Les soumissionnaires doivent soumettre des taux horaires fermes tout compris pour les services professionnels, pour chaque catégorie de main d'œuvre et pour chaque année des périodes du contrat (voir la pièce jointe 1 de la Partie 3 – Barème de prix). Les prix cités doivent être en dollars canadiens et ne doivent pas comprendre les taxes applicables.

#### Étape 2

Le taux horaire moyen fixe, tout compris, sera établi en additionnant les taux horaires fixes, tout compris, pour chaque catégorie de main d'œuvre et pour chaque année des périodes du contrat et en les divisant par quatre (4) (chiffre qui représente la période initiale et les périodes de prolongation), et les prix fermes, tout compris, seront additionnés et divisés par quatre (4) pour obtenir le prix moyen ferme, tout compris, pour les matériaux d'emballage et fournitures.

#### Étape 3

Le taux horaire moyen fixe, tout compris, pour les services ne doit pas dépasser 40% de la médiane calculée à partir de l'ensemble des offres recevables retenues. Toute offre dont le taux horaire moyen fixe, tout compris, est supérieure au prix le plus élevé acceptable, ne sera pas considérée davantage.

#### Étape 4

Afin de déterminer le rang seulement, le prix évalué sera déterminé par la somme de A + B basé sur les facteurs de pondération suivants :

- Le taux horaire moyen fixe, tout compris x 90% = A;
- Le prix moyen ferme, tout compris x 10% = B; et
- La somme de A + B

#### Étape 5

Les soumissionnaires conformes seront classés en ordre ascendant, des sommes de A + B les plus bas aux plus élevés, conformément aux calculs précisés à l'étape 4 ci-dessus.

#### Exemple – Étapes 1 et 2

Les soumissionnaires doivent soumettre des taux horaires fixes, tout compris, pour chaque catégorie de main-d'œuvre pour les services professionnels et des prix fermes, tous compris, pour chaque article et pour chaque année du Contrat, comme demandé dans la Pièce jointe 1 de la Partie 3, Barème de prix. Les prix et les taux ci-dessous sont fournis à titre d'exemple seulement.



## Soumissionnaire A

A - Honoraires professionnels						
Taux horaire fixe tout compris (\$CAN)						
Service	Période initiale A	Période de prolongation 1 B	Période de prolongation 2 C	Période de prolongation 3 D	Coût total (A+B+C+D)	Taux horaire moyen
Catégorie de main-d'œuvre	\$ 121.50 de l'heure (\$42.00+\$37.50+ \$42.00)	\$ 121.50 de l'heure (\$42.00+\$37.50+ \$42.00)	\$ 121.50 de l'heure (\$42.00+\$37.50+ \$42.00)	\$ 121.50 de l'heure (\$42.00+\$37.50+ \$42.00)	\$ 486.00 de l'heure	\$ 121.50 de l'heure
Véhicule avec chauffeur	\$ 182.50 de l'heure (\$57.50+\$62.50+ \$62.50)	\$ 182.50 de l'heure (\$57.50+\$62.50+ \$62.50)	\$ 182.50 de l'heure (\$57.50+\$62.50+ \$62.50)	\$ 182.50 de l'heure (\$57.50+\$62.50+ \$62.50)	\$ 730.00 de l'heure	\$ 182.50 de l'heure
B - Matériaux d'emballage et fournitures						
Prix unitaire ferme tout compris (\$CAN)						
Article	Période initiale A	Période de prolongation 1 B	Période de prolongation 2 C	Période de prolongation 3 D	Coût total (A+B+C+D)	Prix moyen
Boîtes de carton	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 7.00 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)
Caisses de plastique	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 9.80 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)
	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 380.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver

## Soumissionnaire B

A - Honoraires professionnels						
Taux horaire fixe tout compris (\$CAN)						
Service	Période initiale A	Période de prolongation 1 B	Période de prolongation 2 C	Période de prolongation 3 D	Coût total (A+B+C+D)	Taux horaire moyen
Catégorie de main-d'œuvre	\$ 133.65 de l'heure (\$46.20+\$41.25+ \$46.20)	\$ 133.65 de l'heure (\$46.20+\$41.25+ \$46.20)	\$ 133.65 de l'heure (\$46.20+\$41.25+ \$46.20)	\$ 133.65 de l'heure (\$46.20+\$41.25+ \$46.20)	\$ 534.60 de l'heure	\$ 133.65 de l'heure
Véhicule avec chauffeur	\$ 200.75 de l'heure (\$63.25+\$68.75+ \$63.25)	\$ 200.75 de l'heure (\$63.25+\$68.75+ \$63.25)	\$ 200.75 de l'heure (\$63.25+\$68.75+ \$63.25)	\$ 200.75 de l'heure (\$63.25+\$68.75+ \$63.25)	\$ 803.00 de l'heure	\$ 200.75 de l'heure
B - Matériaux d'emballage et fournitures						
Prix unitaire ferme tout compris (\$CAN)						
Article	Période initiale A	Période de prolongation 1 B	Période de prolongation 2 C	Période de prolongation 3 D	Coût total (A+B+C+D)	Prix moyen
Boîtes de carton	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 7.00 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)
Caisses de plastique	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 9.80 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)
	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 380.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver



## Soumissionnaire C

A - Honoraires professionnels						
Taux horaire fixe ferme tout compris (\$CAN)						
Service	Période initiale A	Période de prolongation 1 B	Période de prolongation 2 C	Période de prolongation 3 D	Coût total (A+B+C+D)	Taux horaire moyen
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>	\$ 136.00 de l'heure (\$47.00+\$42.00+\$47.00)	\$ 136.00 de l'heure (\$47.00+\$42.00+\$47.00)	\$ 136.00 de l'heure (\$47.00+\$42.00+\$47.00)	\$ 136.00 de l'heure (\$47.00+\$42.00+\$47.00)	\$ 544.00 de l'heure	\$ 136.00 de l'heure
<b>Véhicule avec chauffeur</b>	\$ 204.50 de l'heure (\$64.50+\$70.00+\$70.00)	\$ 204.50 de l'heure (\$64.50+\$70.00+\$70.00)	\$ 204.50 de l'heure (\$64.50+\$70.00+\$70.00)	\$ 204.50 de l'heure (\$64.50+\$70.00+\$70.00)	\$ 818.00 de l'heure	\$ 204.50 de l'heure
B - Matériaux d'emballage et fournitures						
Prix unitaire ferme tout compris (\$CAN)						
Article	Période initiale A	Période de prolongation 1 B	Période de prolongation 2 C	Période de prolongation 3 D	Coût total (A+B+C+D)	Prix moyen
<b>Boîtes de carton</b>	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 7.00 par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ 1.75 par boîte (y compris étiquettes et ruban)
<b>Caisses de plastique</b>	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)  \$ 95.00 caisse à conserver	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 9.80 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ 2.45 par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)
		\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver	\$ 380.00 caisse à conserver	\$ 95.00 caisse à conserver

## Exemple – Étape 3

Le taux horaire moyen fixe pour les services ne doit pas dépasser 40% de la médiane calculée à partir de l'ensemble des offres recevables retenues.

	1	2	3
	<b>Soumissionnaire A</b>	<b>Soumissionnaire B</b>	<b>Soumissionnaire C</b>
<b>Prix moyen global</b>	304,00 \$	334,40 \$	340,50 \$
<b>Médiane</b>	Dans un ensemble d'offres, une médiane est l'offre du milieu. Dans l'exemple ci-dessus, la médiane est de <u>334</u> .		
	<b>Médiane = <u>334</u></b>		
<b>Prix le plus élevé acceptable</b>	= 40% supérieur à la moyenne globale des prix de toutes les soumissions recevables reçues = 1.40 fois 334,00 \$ = 468 \$ est le prix le plus élevé acceptable. Par conséquent, toutes les soumissions seraient conformes (arrondie à deux décimales près).		



Exemple - Étape 4

**Afin de déterminer le rang seulement**, le prix évalué sera déterminé par la somme de A + B basé sur les facteurs de pondération suivants (arrondie à deux décimales près) :

- Le taux horaire moyen fixe, tout compris x 90% = A;
- Le prix moyen ferme, tout compris x 10% = B; et
- La somme de A + B

	<b>Soumissionnaire A</b>	<b>Soumissionnaire B</b>	<b>Soumissionnaire C</b>
<b>A</b>	<u>304</u> x 90% = <u>274</u>	<u>334</u> x 90% = <u>301</u>	<u>341</u> x 90% = <u>307</u>
<b>B</b>	<u>99</u> x 10% = <u>10</u>	<u>99</u> x 10% = <u>10</u>	<u>99</u> x 10% = <u>10</u>
<b>Somme de A + B</b>	284	311	317

<b>Rang</b>	<b>Soumissionnaires</b>
1	Soumissionnaire A = 284
2	Soumissionnaire B = 311
3	Soumissionnaire C = 317

Les soumissionnaires conformes seront classés en ordre ascendant, des sommes de A + B les plus bas aux plus élevés, conformément aux calculs précisés à l'étape 4 ci-dessus.

<b>Classement</b>	<b>Dénomination sociale</b>	<b>Période initiale</b>	<b>Période 1</b>	<b>Période 2</b>	<b>Période 3</b>
1	<b>Soumissionnaire A</b>				
	<b>A. Frais Professionnels</b>	<b>304,00 \$</b>	<b>304,00 \$</b>	<b>304,00 \$</b>	<b>304,00 \$</b>
	<b>B. Matériaux d'emballage et fournitures</b>	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)
		\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)
		\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver
2	<b>Soumissionnaire B</b>				
	<b>A. Frais Professionnels</b>	<b>334,40 \$</b>	<b>334,40 \$</b>	<b>334,40 \$</b>	<b>334,40 \$</b>
	<b>B. Matériaux d'emballage et fournitures</b>	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)
		\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)
		\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver



3	<b>Soumissionnaire C</b>				
	<b>A. Frais Professionnels</b>	<b>340,50 \$</b>	<b>340,50 \$</b>	<b>340,50 \$</b>	<b>340,50 \$</b>
	<b>B. Matériaux d'emballage et fournitures</b>	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)	\$ <u>1.75</u> par boîte (y compris étiquettes et ruban)
	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	\$ <u>2.45</u> par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches)	
	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	\$ <u>95.00</u> caisse à conserver	

Dans cet exemple, la recommandation serait d'octroyer le contrat au soumissionnaire A.



## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### 1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations tel que précisé :

#### 1.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

##### 1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées [2003](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

##### 1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#). Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

### 2. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent soumettre les attestations suivantes dûment complétées dans le cadre de leur soumission.



## 2.1 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience, au bilinguisme, et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

## 2.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

## 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

### Définitions

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- e. un individu;



- f. un individu qui s'est incorporé;
- g. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- h. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- c. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- d. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### 4. Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- h. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- i. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- j. la date de la cessation d'emploi;



- k. le montant du paiement forfaitaire;
- l. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- m. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- n. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.



## PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - a. le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
  - b. les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
  - c. le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web de la [Direction de la sécurité industrielle canadienne \(DSIC\)](#), [Programme de sécurité industrielle](#) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).



## **PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

#### **1.2 Autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### **1.2.1 Processus d'autorisation des tâches**

###### **Autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

###### **Processus d'autorisation des tâches :**

1. Le responsable du projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du formulaire « Autorisation de tâches » de l'annexe G.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les deux (2) jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable du projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le responsable du projet. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

##### **1.2.2 Limite d'autorisation de tâches**

Le responsable du projet peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 10 000,00 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par l'autorité contractante avant d'être émise.





### 1.2.3 Garantie des travaux minimums - Tous les travaux - d'autorisations de tâches

1. Dans cette clause,  
« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;  
« valeur minimale du contrat » signifie cinq (5) pourcent de la valeur maximale du contrat.
2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

### 1.2.4 Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec autorisation de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées dans l'annexe I. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention " néant ".

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.



## Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre:

### Pour chaque AT autorisée:

- i. l'autorité de projet ;
- ii. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

### Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

## 2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 2.1 Conditions générales

Les Conditions générales sous l'annexe E, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 2.2 Conditions générales supplémentaires

Les Conditions générales supplémentaires présentées à l'annexe F, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.



### 3. Exigences relatives à la sécurité

#### 3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou le soumissionnaire doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou le soumissionnaire devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent **TOUS** détenir une **cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou le soumissionnaire **NE DOIT PAS** emporter de renseignements ou de biens **PROTÉGÉS** hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou le soumissionnaire doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou le soumissionnaire doit respecter les dispositions :
  - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe « C »;
  - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

### 4. Durée du contrat

#### 4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mai 2016 inclusivement.

#### 4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois (3) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

### 5. Responsables

#### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:



Nathalie Lafortune  
Spécialiste principale en approvisionnement  
Services d'approvisionnement  
École de la fonction publique du Canada  
425 boulevard Saint-Joseph  
Place Cartier, 3<sup>e</sup> étage, 3B41  
Gatineau, Québec  
K1N 6Z2

Téléphone | Telephone 613-854-5380  
Télécopieur | Facsimile 819-934-8155  
Courriel : [nathalie.lafortune@cspc-efpc.gc.ca](mailto:nathalie.lafortune@cspc-efpc.gc.ca) |

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

## 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_



## 6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7. Paiement

### 7.1 Base de paiement - AT assujettie à une limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux en vertu de l'AT approuvée, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses précisée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'AT approuvée découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité responsable de l'approbation de l'AT avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité responsable de l'approbation de l'AT. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité responsable de l'approbation de l'AT :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date de livraison finale précisée dans l'AT approuvée, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds de l'AT approuvée sont insuffisants pour l'achèvement des travaux précisés dans l'AT approuvée,

selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité responsable de l'approbation de l'AT que les fonds de l'AT approuvée sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.



## 7.2 Limitation des dépenses

### 7.2.1 Limitation des dépenses - Total cumulatif des autorisations de tâche approuvées

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les AT approuvées, y compris toutes modifications, ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante :
  - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

## 7.3 Méthode de paiement

### 7.3.1 Méthode de paiement - AT approuvée

La méthode de paiement suivante fera partie de l'AT approuvée :

#### 7.3.2 AT assujettis une limitation des dépenses

Pour les travaux décrits dans une AT approuvée assujettie à un prix plafond :

#### A Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;



- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### **7.4 Clauses du Guide des CCUA**

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

C2605C (2008-05-12), Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger

C0305C (2008-05-12), État des coûts

#### **7.5 Vérification discrétionnaire**

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire.

### **8. Instructions relatives à la facturation**

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé *Présentation des factures* des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises tant que tous les travaux identifiés sur la facture ne sont pas terminés.

Les factures doivent être distribuées comme suit:

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'autorité du projet aux fins de certification et de paiement.

### **9. Attestations**

#### **9.1 Conformité**

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

### **10. Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en **Ontario** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



## 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a. les articles de la convention;
- b. l'Annexe « F », Conditions générales supplémentaires;
- c. l'Annexe « E », Conditions générales;
- d. l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e. l'Annexe « B », Base de paiement;
- f. l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);
- g. l'Annexe « D », Certifications;
- h. l'Annexe « G », les autorisations de tâche (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- i. l'Annexe « H », Exigences en matière d'assurance;
- j. l'Annexe « I », Rapport d'utilisation trimestriel;
- k. la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, (inscrire la date de la soumission) (si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le \_\_\_\_\_ » **ou** « modifiée le \_\_\_\_\_ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications).

## 12. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

## 13. Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

## 14. Assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe H.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.





## ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

- 1. Titre**

Services de déménagement de bureaux pour la Division des locaux de l'École de la fonction publique du Canada (EFPC).
- 2. Objectif**

La Division des locaux de l'EFPC est à la recherche d'un entrepreneur qui fournira, « selon les besoins », des services de déménagement de bureaux pour le déménagement de bureaux, de postes de travail, de salles de classe et d'autres installations gouvernementales diverses, y compris du matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, dans la région de la capitale nationale.
- 3. Contexte**

La Division des locaux de l'EFPC est à la recherche de services de déménagement de bureaux, selon les besoins, pour le déménagement de bureaux, de postes de travail, de salles de classe et d'autres installations gouvernementales diverses, y compris du matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, dans la région de la capitale nationale.
- 4. Étendue des travaux**

L'exécution de ce contrat de services requiert une équipe de déménageurs, un chef d'équipe et un fourgon grand volume avec chauffeur (déménageur), en plus d'un nombre suffisant de couvertures matelassées propres, d'outils, de plateaux roulants et de chariots de transport pour écrans pour effectuer le déménagement et fournir des services aux locataires entre plusieurs immeubles situés dans la région de la capitale nationale et à l'intérieur de ceux-ci.

Il peut toutefois arriver que du personnel, des véhicules et de l'équipement additionnels soient requis, notamment des fourgons avec chauffeurs (déménageurs) ou des véhicules et de l'équipement de différente taille. Une partie du travail pourrait devoir se faire à l'occasion en dehors des heures normales de travail.

L'entrepreneur doit fournir toutes les ressources ainsi que le transport, en direction et en provenance des lieux de travail, de ses employés et de leurs instruments, outils, équipement, matériaux et matériel de lavage nécessaires pour exécuter toutes les tâches correctement, efficacement et en toute sécurité, et ce, sans coût supplémentaire.
- 5. Tâches et réalisations attendues**

Services généraux  
Dans l'exécution des travaux décrits dans l'Autorisation de tâches (AT), l'entrepreneur pourra être tenu, entre autres choses, d'effectuer des déménagements entre des immeubles et à l'intérieur de ceux-ci, à partir notamment d'espaces de bureaux et de centres de réserve, d'entreposage ou de distribution.



L'entrepreneur doit :

- Fournir des services de déménagement, y compris, mais sans s'y limiter, le déménagement de bureaux complets, de meubles, d'ordinateurs, de postes de travail, de matériel de bureau, de classeurs, de matériel informatique, de salles de réunion et de cuisines, ainsi que d'autres équipements comme des réfrigérateurs, des micro-ondes, des télécopieurs, des fichiers et des dossiers. Ces services comprennent également l'emballage, la mise en caisse, le démontage, le chargement, le transport, le déchargement, le déballage, le décaissage, l'assemblage et le nettoyage à la fin de chaque déménagement;
- Démontez et remontez les postes de travail;
- Utiliser et entretenir diverses machines servant à soulever, à transporter et à emballer du mobilier et du matériel;
- Fournir aux employés des boîtes et des caisses d'emballage appartenant à l'organisation aux fins du déménagement, et les récupérer;
- Assurer le transport, en direction et en provenance des lieux de travail, de ses propres employés et de leurs outils et équipement ainsi que de l'ensemble du matériel et des fournitures connexes nécessaires pour exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent, sans coût supplémentaire pour le transport.

#### Personnel

- L'entrepreneur doit affecter à ce contrat des déménageurs, des emballeurs et des installateurs. Ceux-ci doivent posséder les connaissances nécessaires à l'emballage, à l'assemblage et au démontage séquentiels des unités de rangement et des systèmes, ainsi qu'à l'installation des écrans ou des postes de travail intégrés.
- Les employés de l'entrepreneur doivent être en mesure de lire des plans d'installation d'écrans et des plans d'étage, ainsi que des plans d'aménagement du mobilier.
- Pour tous les déménagements, peu importe la taille, l'entrepreneur doit affecter un chef d'équipe.
- Les chefs d'équipe doivent avoir l'expérience suivante :
  - Avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience en déménagement de bureaux;
  - Avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience de l'installation, de l'assemblage et du démontage de mobilier de bureau;
  - Avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience de l'emballage, du déménagement et du déballage séquentiels (c.-à-d. en ordre) de dossiers, et du déménagement d'étagères de rangement de dossiers.
- Les employés de l'entrepreneur doivent avoir accumulé, au cours des cinq (5) dernières années, un minimum de douze (12) mois d'expérience du déménagement de matériel et de mobilier de bureau.
- Les employés de l'entrepreneur doivent afficher le nom ou le logo de l'entrepreneur sur leurs vêtements de dessus aux fins d'identification. Ils doivent également être munis d'une carte d'identité personnelle de l'entrepreneur et présenter cette carte lorsqu'on leur demandera de le faire.
- Les employés de l'entrepreneur doivent adopter une approche axée sur le client et avoir de l'entregent. Ils doivent être en mesure de bien travailler en équipe, posséder de bonnes habiletés de communication et être fiables.



### Disponibilité et délais

Le chargé de projet de l'EFPC doit pouvoir communiquer avec l'entrepreneur par courriel, par téléphone ou par télécopieur, sans délai, durant les heures normales de travail, de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés.

Le chargé de projet doit pouvoir communiquer avec l'entrepreneur par courriel ou par téléphone en dehors des heures normales de travail le soir, la fin de semaine et les jours fériés.

### Temps de réponse

À moins que le chargé de projet n'établisse un calendrier d'exécution, l'entrepreneur doit commencer les travaux au plus tard un (1) jour ouvrable après la réception d'une demande de travaux.

Si le chargé de projet juge qu'il s'agit d'une urgence, l'entrepreneur doit commencer les travaux au plus tard deux (2) heures après la réception de la demande.

### Heures de travail

Sauf indication contraire, les travaux doivent être exécutés durant les heures normales de travail, soit de 8 h à 17 h (à raison de 8 heures par jour), du lundi au dimanche. Il est toutefois possible que les services soient exceptionnellement requis le soir, la nuit ou les jours fériés.

À la demande du chargé de projet, l'entrepreneur doit exécuter les travaux en dehors des heures normales de travail (c.-à-d., du lundi au dimanche, de 17 h à 8 h), et pendant toute la journée la fin de semaine et les jours fériés.

Lorsque, à la demande du chargé de projet, l'entrepreneur doit effectuer des travaux de soir (c.-à-d., du lundi au vendredi, de 17 h à 23 h 30) nécessitant de fournir des services deux (2) jours consécutifs ou plus, l'horaire devra être considéré comme s'il s'agissait des heures normales de travail et l'entrepreneur sera payé en conséquence.

Le calendrier des travaux pourra changer si des imprévus se produisent et si les changements sont autorisés par le chargé de projet. Des heures supplémentaires seront payées pour les jours fériés généralement reconnus par l'entrepreneur et au titre desquels l'entrepreneur verse à ses employés une rémunération en sus de leur salaire normal.

À l'exception des jours fériés, aucune prime ne sera payée au titre des heures supplémentaires, sauf si ces heures supplémentaires ont été approuvées par écrit par le chargé de projet. Les heures supplémentaires approuvées seront payées conformément aux tarifs horaires des employés et calculées à taux et demi.

### Horaire de travail

En dépit des exigences susmentionnées relativement aux heures de travail, l'entrepreneur doit exécuter les travaux sans interruption, sauf indication contraire de la part du chargé de projet. Tout avis d'interruption demandée par le chargé de projet doit être présenté par écrit, soit dans l'ordre de travaux ou dans un document envoyé par télécopieur ou par courriel à une date ultérieure.

### Inspection et contrôle

L'entrepreneur doit communiquer avec le chargé de projet au début et à la fin de chaque tâche. Pour ce qui est des tâches qui s'étendent sur plusieurs jours, l'entrepreneur doit communiquer avec le chargé de projet au début et à la fin de chaque journée de travail.



L'entrepreneur doit soumettre l'ensemble des travaux à l'inspection et à l'acceptation du chargé de projet, qui doit aussi approuver et signer le bon de travail.

L'entrepreneur doit aviser immédiatement le chargé de projet de l'EFPC lorsqu'un problème survient ou que des ajouts ou des changements sont apportés à l'étendue initiale des travaux à réaliser et/ou que des normes ou des procédures ne sont pas respectées.

#### Propriété de l'École de la fonction publique

Pendant les travaux, l'entrepreneur doit garder les lieux de travail propres et éviter d'y laisser des déchets ou des débris. Il doit placer les déchets volatils dans des contenants en métal couverts, qu'il doit vider quotidiennement. L'accumulation de débris sur les lieux de travail est inacceptable.

Après chaque quart de travail, l'entrepreneur doit s'assurer de laisser les lieux propres et exempts de déchets, de débris, de matériaux, d'outils et d'équipement. Il doit veiller à ce que les lieux soient laissés selon les attentes du chargé de projet.

#### Équipement, ressources et outils

L'entrepreneur doit fournir la totalité des ressources, outils, équipement de levage et fournitures nécessaires pour exécuter toutes les tâches correctement, efficacement et en toute sécurité, et ce, sans coût supplémentaire pour les utilisateurs désignés.

Voici des exemples de ce qui pourrait être requis :

- des plateaux roulants rembourrés à quatre roues;
- des chariots de transport pour écrans;
- des chariots de transport pour appareils électroniques et ordinateurs;
- des panneaux de protection de plancher (en Aspenite ou l'équivalent);
- des cornières de protection;
- de la pellicule plastique moulante;
- des plateaux roulants;
- des couvertures et des couvertures matelassées pour protéger le mobilier.

L'entrepreneur doit disposer d'un chariot élévateur à fourches et de vérins sur roues pour des déménagements particuliers, au besoin.

Exemple d'une trousse à outils acceptable :

- des tournevis Robertson, de grosseur n<sup>os</sup> 6 et 8;
- des tournevis Philips, de grosseur n<sup>os</sup> 5 et 8;
- deux tournevis standard (à tête plate) de grosseur n<sup>os</sup> 6 et 8;
- des pinces à bec long;
- des pinces-étaux;
- des ciseaux à découper;
- des clés métriques et impériales (ensembles complets);
- des marteaux en caoutchouc et à boule;
- une perceuse sans fil (avec mèches tournevis Robertson n<sup>os</sup> 6 et 8 et Philips) avec batteries de rechange chargées;
- des clés Allen métriques et impériales (ensembles complets);
- un ruban de mesure de 100 pieds.



Des outils supplémentaires peuvent se révéler nécessaires, selon les besoins. L'EFPC n'est pas responsable des pertes ou dommages causés à l'équipement ou aux outils de l'entrepreneur qui sont laissés sur place.

#### Véhicule

- L'entrepreneur doit fournir un fourgon utilitaire muni d'un hayon élévateur hydraulique, d'un diable ainsi que de sangles et de tiges de retenue pour sécuriser le chargement à l'intérieur.
- L'entrepreneur doit être en mesure de fournir des véhicules additionnels sur demande, notamment de petits véhicules de livraison ou un véhicule de rechange en cas de panne, et ce, sans coût supplémentaire pour les utilisateurs désignés.
- L'entrepreneur doit s'assurer que ses véhicules sont propres et en bon état.
- L'entrepreneur doit s'assurer que tous les véhicules utilisés pour respecter les modalités du contrat sont dûment immatriculés et que les licences et les permis exigés par les organismes de réglementation des gouvernements fédéral, provincial et municipal sont en règle. Sur demande, l'entrepreneur devra fournir la preuve des permis d'exploitation.

### 6. Exigences en matière de rapports

L'entrepreneur doit soumettre tous les travaux réalisés à l'inspection du chargé de projet de l'EFPC dès qu'ils sont terminés, et présenter un bon ou un ordre de travail contenant (sans toutefois s'y limiter) les renseignements suivants :

- la date et l'endroit où les travaux ont été exécutés;
- la description des travaux exécutés;
- le nom de tous les employés et leurs spécialités;
- l'heure exacte de chaque arrivée et de chaque départ, conformément au registre, ainsi que l'heure exacte de chaque interruption et de chaque reprise de travail, si le document contractuel prévoit des taux horaires;
- le numéro de contrat;
- la liste des matériaux fournis par l'entrepreneur;
- la signature de l'employé ayant rédigé le bon de travail.

L'entrepreneur doit soumettre l'ensemble des travaux à l'inspection et à l'acceptation du chargé de projet de l'EFPC, qui doit aussi approuver et signer le bon de travail.

L'entrepreneur doit aviser immédiatement le chargé de projet lorsqu'un problème survient ou que des ajouts ou des changements sont apportés à l'étendue initiale des travaux à réaliser et/ou que des normes ou des procédures ne sont pas respectées.

### 7. Soutien offert par le client

Le chargé de projet donnera accès aux locaux de l'EFPC et fournira d'autres types d'aide ou de soutien.

### 8. Lieu de travail, emplacement des travaux et lieu de livraison

En raison de la charge de travail et des échéances actuelles, tout le personnel affecté au contrat doit être prêt à travailler de près et à communiquer fréquemment avec le chargé de projet et d'autres employés de l'organisation. Les travaux se dérouleront dans la région de la capitale nationale, aux endroits suivants (sans toutefois s'y limiter) :

- Asticou, 241, Cité-des-Jeunes, Gatineau (Québec)
- Lasalle, 373, promenade Sussex, Ottawa (Ontario)
- Place Cartier, 425, boulevard Saint-Joseph, Gatineau (Québec)



Les modalités relatives à l'accès aux sites seront établies par le représentant de l'EFPC.

L'accès aux sites sera assujéti aux règlements en vigueur à chaque immeuble.

L'entrepreneur s'engage à se conformer à tous les règlements en vigueur aux emplacements où les travaux seront exécutés.

**9. Exigences particulières ou contraintes**

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les véhicules utilisés pour respecter les modalités du contrat sont dûment immatriculés et qu'ils ont les autorisations et les permis exigés par les organismes de réglementation des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux appropriés. Sur demande, l'entrepreneur devra fournir la preuve des permis d'exploitation.

L'entrepreneur doit être à la disposition du chargé de projet pendant l'inspection des travaux.



## ANNEXE B

## BARÈME DE PRIX

## A. Période du Contrat - De la date d'attribution du contrat au 31 mai 2016

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période du contrat, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour les travaux exécutés en vertu du contrat.

## 1. Honoraires professionnels

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

## 2. Matériaux d'emballage et fournitures

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		

**B. Option 1 de prolongation du contrat : Du 01 juin 2016 au 31 mai 2017**

Cette section s'applique seulement si l'option de prolongation du contrat est exercée par le Canada.

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

**1. Honoraires professionnels**

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

**2. Matériaux d'emballage et fournitures**

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		



**B. Option 2 de prolongation du contrat : Du 01 juin 2017 au 31 mai 2018**

Cette section s'applique seulement si l'option de prolongation du contrat est exercée par le Canada.

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

**1. Honoraires professionnels**

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

**2. Matériaux d'emballage et fournitures**

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		



## B. Option 3 de prolongation du contrat : Du 01 juin 2018 au 31 mai 2019

Cette section s'applique seulement si l'option de prolongation du contrat est exercée par le Canada.

Le prix proposé doit être indiqué en dollars canadiens, taxes applicables en sus.

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

### 1. Honoraires professionnels

Service	A. Taux Horaire	B. Taux Horaire pour demandes urgentes (moins de 48 heures d'avis)	Total A + B
<b>Catégorie de main-d'œuvre</b>			
1. Chef d'équipe	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
2. Déménageur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
3. Installateur	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Véhicule avec chauffeur</b>			
4. Camion-cube incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
5. Camion avec PNBV de 6 800 kg, avec ou sans hayon hydraulique incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
6. Semi-remorque, incluant un chauffeur (déménageur)	\$ _____ de l'heure	\$ _____ de l'heure	
<b>Sous-Total ( A + B )</b>			

### 2. Matériaux d'emballage et fournitures

Article	C. Prix unitaire	Total C
<b>Matériaux d'emballage et fournitures</b>		
8. Boîtes de carton (capacité de 2,2 pi <sup>3</sup> ), y compris les étiquettes et le ruban	\$ _____ par boîte (y compris étiquettes et ruban)	
9. Caisses de plastique (30 po x 24 po) avec couvercle, étiquette et attache de sécurité. Prix par semaine (une semaine minimum)	\$ _____ par caisse, par semaine (y compris étiquettes et attaches) \$ _____ caisse à conserver	
<b>Sous-Total C</b>		
<b>Total ( A + B + C )</b>		



ANNEXE "C"

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

Form with multiple sections: 1. Originating Government Department or Organization (Canada School of Public Service), 2. Branch or Directorate (Workplace Management), 3. Subcontract Number, 3. b) Name and Address of Subcontractor, 4. Brief Description of Work (Office Relocation Services), 5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods?, 5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data..., 6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information..., 6. b) Will the supplier and its employees require access to restricted access areas?, 6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement..., 7. a) Indicate the type of information..., 7. b) Release restrictions..., 7. c) Level of information.

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  
If Yes, indicate the level of sensitivity:  
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :  No / Non  Yes / Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?  No / Non  Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :  
Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:  
Commentaires spéciaux : \_\_\_\_\_

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.  
REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  No / Non  Yes / Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?  No / Non  Yes / Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?  No / Non  Yes / Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?  No / Non  Yes / Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?  No / Non  Yes / Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC							
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET		
											A	B	C					
Information / Assets / Renseignements / Biens / Production																		
IT Media / Support TI																		
IT Link / Lien électronique																		

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Security Classification / Classification de sécurité
--



## ANNEXE « D »

### ATTESTATIONS

#### 1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations tel que précisé :

##### 1.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

###### 1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées [2003](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

###### 1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

#### 2. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent soumettre les attestations suivantes dûment complétées dans le cadre de leur soumission.

##### 2.1 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience, au bilinguisme, et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

##### 2.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors



du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé de l'entreprise

\_\_\_\_\_  
Date

### 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définitions

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- i. un individu;
- j. un individu qui s'est incorporé;
- k. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- l. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.



### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- e. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- f. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé de l'entreprise

\_\_\_\_\_  
Date

### 4. Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- o. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- p. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- q. la date de la cessation d'emploi;
- r. le montant du paiement forfaitaire;
- s. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- t. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- u. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé de l'entreprise

\_\_\_\_\_  
Date





## ANNEXE « E »

### CONDITIONS GÉNÉRALES

- CG01 Interprétation
- CG02 Clauses et conditions uniformisées
- CG03 Pouvoirs du Canada
- CG04 Situation juridique de l'entrepreneur
- CG05 Exécution des travaux
- CG06 Contrats de sous-traitance
- CG07 Spécifications
- CG08 Remplacement de personnes précises
- CG09 Rigueur des délais
- CG10 Retard justifiable
- CG11 Inspection et acceptation des travaux
- CG12 Présentation des factures
- CG13 Taxes
- CG14 Période de paiement
- CG15 Intérêt sur les comptes en souffrance
- CG16 Conformité aux lois applicables
- CG17 Droit de propriété
- CG18 Droit d'auteur
- CG19 Traduction de la documentation
- CG20 Confidentialité
- CG21 Biens de l'État
- CG22 Responsabilité
- CG23 Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances
- CG24 Modifications et renonciation
- CG25 Cession
- CG26 Suspension des travaux
- CG27 Manquement de la part de l'entrepreneur
- CG28 Résiliation pour raisons de commodité
- CG29 Comptes et vérification
- CG30 Droit de compensation
- CG31 Avis
- CG32 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique de la fonction publique
- CG33 Pots-de-vin ou conflits
- CG34 Prorogation
- CG35 Dissociabilité
- CG36 Successeurs et cessionnaires
- CG37 Honoraires conditionnels
- CG38 Sanctions internationales
- CG39 Code de conduite et attestations
- CG40 Harcèlement en milieu de travail
- CG41 Exhaustivité de la convention
- CG42 Accès à l'information
- CG43 Règlement des conflits
- CG44 Sécurité et protection des travaux
- CG45 Communication des principaux éléments d'information
- CG46 Indemnisation
- CG47 Divulgation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- CG48 Priorité des documents
- CG49 Codes non autorisés

Les conditions générales s'adressent à tous les fournisseurs souhaitant offrir leurs services à l'École de la fonction publique du Canada et font partie intégrante de toutes ententes contractuelles établies par l'École de la fonction publique du Canada.

#### **CG01 Interprétation**

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :



« articles de convention » désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les Appendices, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« autorité contractante » désigne la personne désignée comme telle dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter le Canada dans l'administration du contrat;

« biens de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « le président » ou « État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le président du Conseil du Trésor et toute autre personne dûment autorisée à agir en son nom;

« contrat » désigne le bon de commande, les présentes conditions générales, toutes les conditions générales supplémentaires, les modalités de paiement de l'entente de service, des Appendices et tout autre document précisé ou intégré par renvoi, y compris les modifications apportées avec le consentement des parties;

« Coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le prix contractuel, ou le prix contractuel révisé, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le prix contractuel et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« documentation technique » désigne les plans de conception, les rapports, les photographies, les dessins, les plans, les devis, les logiciels, les levés, les calculs et d'autres données, renseignements et documents recueillis, rassemblés, dessinés ou élaborés, y compris des imprimés d'ordinateur;

« entrepreneur » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services, ou les deux;

« partie » désigne le Canada ou l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« président » désigne le président du Conseil du Trésor et toute autre personne dûment autorisée à agir en son nom;

« prix contractuel » désigne la somme mentionnée au contrat qui est payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée;

« représentant ministériel », « responsable technique » ou « chargé de projet » désigne la personne désignée comme telle dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour agir comme représentant du président du Conseil du Trésor en ce qui a trait aux aspects techniques des travaux qui sont effectués;

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

« travaux » désigne les activités, services, biens, pièces d'équipement, articles et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

### **CG02 Clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch. 16, les clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans le contrat sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du contrat comme si elles y étaient formellement reproduites.

### **CG03 Pouvoirs du Canada**

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

### **CG04 Situation juridique de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou un mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses



employés ne sont des employés ou des agents du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

#### **CG05 Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a. il a la compétence pour exécuter les travaux;
  - b. il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux;
  - c. il a les qualifications nécessaires, y compris les connaissances, les compétences, le savoir-faire et l'expérience, et la capacité de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur doit :
  - a. exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
  - b. sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
  - c. au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
  - d. sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
  - e. exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
  - f. surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.
3. Les travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompetentes, inaptes ou ne se conduisent pas convenablement.
4. Tous les services rendus en vertu du contrat devront, au moment de l'acceptation, libres de vices d'exécution et qu'ils satisfont aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit corriger ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais.
5. L'entrepreneur ne peut pas utiliser les installations, l'équipement ou le personnel du Canada pour exécuter les travaux à moins que le contrat le prévoie explicitement. L'entrepreneur doit le faire savoir d'avance à l'autorité contractante s'il doit avoir accès aux installations, à l'équipement ou au personnel du Canada pour exécuter les travaux. L'entrepreneur doit accepter de se conformer, et doit voir à ce que ses employés et ses sous-traitants se conforment, à tous les ordres permanents, mesures de sécurité, politiques et autres règles en vigueur à l'emplacement des travaux.
6. L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'article 26.
7. L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.
8. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Le Canada ne sera pas responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par le Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

#### **CG06 Contrats de sous-traitance**

1. À l'exception de ce qui est prévu au paragraphe 2, l'entrepreneur doit obtenir le consentement écrit de l'autorité contractante avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de toute partie des travaux. Un contrat de sous-traitance comprend un contrat conclu par un sous-traitant à tout échelon en vue d'exécuter toute partie des travaux.



2. L'entrepreneur n'est pas obligé d'obtenir un consentement pour des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante :
  - a. acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
  - b. sous-traiter toute partie des travaux qu'il est d'usage de sous-traiter dans l'exécution de contrats semblables; et
  - c. permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a) et b).
3. Pour tout autre contrat de sous-traitance qui n'est pas visé à l'alinéa 2.a), l'entrepreneur doit s'assurer, sauf avec le consentement écrit de l'autorité contractante, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis de l'autorité contractante, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que les conditions du contrat.
4. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada envers un sous-traitant. L'entrepreneur demeure entièrement responsable des affaires ou choses faites ou fournies par tout sous-traitant en vertu du contrat ainsi que de la rémunération des sous-traitants pour toute partie des travaux qu'ils effectuent.

#### **CG07 Spécifications**

1. Toute spécification fournie par le Canada ou au nom du Canada à l'entrepreneur en relation avec le contrat appartient au Canada et ne doit être utilisée par l'entrepreneur qu'en vue d'exécuter les travaux.
2. Si le contrat stipule que les spécifications fournies par l'entrepreneur doivent être approuvées par le Canada, cette approbation ne relève pas l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

#### **CG08 Remplacement de personnes précises**

1. Si des personnes en particulier sont identifiées dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de toute personne expressément identifiée au contrat, il doit fournir les services d'un remplaçant qui possède des qualifications et une expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être jugé acceptable par le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de la personne et fournir :
  - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
  - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

#### **CG09 Rigueur des délais**

Il est essentiel que les travaux soient exécutés dans les délais prévus au contrat.

#### **CG10 Retard justifiable**

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :
  - a. est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
  - b. ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
  - c. ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
  - d. est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
3. Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au



retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.

4. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.
5. Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre au Canada, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. Le Canada paiera l'entrepreneur :
  - a. la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par le Canada, et
  - b. le coût de l'entrepreneur que le Canada juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée au Canada et acceptée par ce dernier.

Le total des sommes versées par le Canada en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

### **CG11 Inspection et acceptation des travaux**

1. Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.
3. L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.

### **CG12 Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
  - a. la date, le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables/la description des travaux, le numéro du contrat;
  - b. les renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;
  - c. les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
  - d. le report des totaux, s'il y a lieu; et
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.



4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

### **CG13 Taxes**

1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le Règlement de l'impôt sur le revenu, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

### **CG14 Période de paiement**

1. La période normale de paiement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article 17.
2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception. La période de paiement de trente (30) jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

### **CG15 Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
  - « date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;
  - « en souffrance » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;
  - « taux d'escompte » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;
  - « taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;



2. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable.
3. Le Canada versera des intérêts conformément à cet article seulement si le Canada est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

#### **CG16 Conformité aux lois applicables**

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre au Canada une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

#### **CG17 Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré au Canada au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par le Canada ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison au Canada conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré au Canada, l'entrepreneur doit établir, à la demande du Canada, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Canada.

#### **CG18 Droit d'auteur**

1. Dans cette section, le mot « matériel » désigne tout ce qui est créé par l'entrepreneur dans le cadre du travail prévu au contrat, qui doit, selon le contrat, être livré au Canada, et qui est protégé par un droit d'auteur. Le mot « matériel » ne comprend pas quelque chose qui a été créé par l'entrepreneur avant la date du contrat.
2. Le Canada est titulaire du droit d'auteur sur le matériel, et l'entrepreneur doit apposer sur le matériel le symbole du droit d'auteur et l'un ou l'autre des avis qui suivent: © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).
3. L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du contrat. L'entrepreneur doit signer l'acte de transfert et les autres documents relatifs au droit d'auteur sur le matériel qui sont exigés par le Canada.
4. L'entrepreneur devra fournir, à la demande du Canada, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, de forme acceptable pour le Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce définitivement à ses droits moraux relativement au matériel.

#### **CG19 Traduction de la documentation**

L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire dans l'autre langue officielle toute documentation qui lui a été livrée par l'entrepreneur et qui n'appartient pas au Canada en vertu de l'article 17. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir une traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur et tout avis de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

#### **CG20 Confidentialité**

1. L'entrepreneur doit garder confidentiels tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou pour son compte relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit ou produit dans le cadre de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci appartient au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne doit pas divulguer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du représentant autorisé du



gouvernement du Canada. L'entrepreneur peut divulguer à un sous-traitant tous les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à les garder confidentiels et à ne les utiliser que pour exécuter le contrat de sous-traitance.

2. L'entrepreneur consent à n'utiliser les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou pour le compte de celui-ci qu'aux seules fins du contrat. L'entrepreneur reconnaît que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit remettre au représentant désigné et autorisé du gouvernement du Canada, à la fin des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Canada, tous ces renseignements ainsi que toute copie ou ébauche, tout document de travail et toute note dans lesquels figurent ces renseignements.
3. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada en vertu du contrat de communiquer ou de divulguer de l'information, le Canada ne doit pas communiquer ou divulguer à l'extérieur du gouvernement du Canada toute information lui ayant été fournie en vertu du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou à un sous-traitant.
4. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
  - a. ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie; ou
  - b. ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer; ou
  - c. ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
5. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit indiquer ou marquer tout renseignement protégé par des droits de propriété intellectuelle qui a été fourni au Canada en vertu du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement en vertu du contrat n° (inscrire le numéro du contrat de l'École de la fonction publique du Canada [L'École]) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi marqués ou identifiés et qui ne l'ont pas été.
6. Si le contrat, les travaux ou tout renseignement mentionnés au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit prendre en tout temps toutes les mesures qui sont raisonnablement nécessaires à la sauvegarde du matériel ainsi identifié, incluant les mesures que prévoient le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Canada.
7. Si le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 portent la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ identifiée par le Canada, les représentants du Canada peuvent, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit se conformer et faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Canada relativement à tout matériel ainsi identifié, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent et fournissent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

#### **CG21 Biens de l'État**

1. L'entrepreneur doit utiliser les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat, et ces biens demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens de l'État et, si possible, les identifier comme des biens appartenant au Canada.
2. L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte et de tout dommage qui en résultent, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Tous les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés au Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens de l'État demeurent la propriété du Canada, et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.
4. À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada l'inventaire de tous les biens de l'État se rapportant au contrat.

#### **CG22 Responsabilité**

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des





indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans le bon de commande. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par l'exécution du contrat ou durant son exécution.

### **CG23 Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances**

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'à sa connaissance, ni lui ni le Canada ne porteront atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages-intérêts et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement pour les motifs suivants :
  - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat;
  - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant);
  - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada);
  - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans le contrat conclu avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages-intérêts et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
  - a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément à l'origine de l'infraction;
  - b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat;
  - c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à le faire (paragraphe 4 c.), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément à l'origine de l'infraction, auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

### **CG24 Modifications et renonciation**

1. Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.
2. Bien que l'entrepreneur puisse discuter de modifications proposées aux travaux avec d'autres représentants du Canada, ce dernier n'assumera le coût de toute modification que si les modifications sont intégrées au contrat conformément au paragraphe 1.
3. Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.



4. La renonciation par une partie à exercer un recours pour inexécution de toute condition du contrat ne doit pas être interprétée comme une renonciation pour toute inexécution subséquente et en conséquence n'empêchera pas cette partie d'exiger l'exécution de cette condition lors d'une inexécution subséquente.

#### **CG25 Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entre en vigueur au moment de l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

#### **CG26 Suspension des travaux**

1. L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat, et ce, pour une période d'au plus cent quatre-vingts (180) jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à réduire les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de cent quatre-vingts (180) jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre, soit résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'article 27 ou à l'article 28.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit de se faire rembourser les coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Toute modification équitable sera apportée, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

#### **CG27 Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avoir fourni un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si le Canada donne l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus dans cet article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'elle précise, toute partie des travaux exécutés qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins de l'exécution du contrat. Dans ce cas, moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit :
  - a. la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et livrées au Canada et que le Canada a acceptées;
  - b. le coût, pour l'entrepreneur, que le Canada juge raisonnable à l'égard de toute autre chose qui a été livrée au Canada et que le Canada a acceptée;les sommes versées par le Canada en vertu du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.
5. Le titre de propriété sur tout ce qui est payé à l'entrepreneur appartient au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il n'appartienne déjà au Canada en vertu d'une autre disposition du contrat.



6. Si le contrat est résilié pour manquement en vertu du paragraphe 24.1 et que l'on détermine plus tard que la résiliation pour manquement n'était pas fondée, l'avis sera réputé constituer un avis de résiliation pour raisons de commodité produit en vertu du paragraphe 25.1.

### **CG28 Résiliation pour raisons de commodité**

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.
2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 25.1, l'entrepreneur aura le droit de recevoir les frais raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat dans la mesure où il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'entrepreneur sera payé pour ce qui suit :
  - a. sur la base du prix contractuel, tous les travaux terminés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été terminés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b. le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement;
  - c. les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. Le Canada peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux si, après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, à la compensation, à la perte de profit ou à l'indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

### **CG29 Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur les coûts des travaux ainsi que les dépenses et engagements effectués à l'égard de ces travaux, et il doit conserver les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il doit conserver ces registres, y compris les connaissements et les autres preuves de transport ou de livraison, pour toutes les livraisons faites en vertu du contrat.
2. Si le contrat comprend des paiements pour le temps consacré par l'entrepreneur, ses employés, ses représentants, ses agents ou ses sous-traitants à l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit tenir un registre du temps réel consacré chaque jour par chaque personne à l'exécution de toute partie des travaux.
3. L'entrepreneur, à moins d'avoir obtenu le consentement écrit du Canada pour leur disposition, doit conserver tous les renseignements décrits dans cet article pendant six (6) ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates. Durant ce temps, l'entrepreneur doit mettre ces documents à la disposition des représentants du Canada pour vérification, inspection et examen. Les représentants du Canada pourront tirer des copies et prendre des extraits des documents. L'entrepreneur doit mettre à leur disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournir les renseignements que les représentants du Canada lui demandent à l'occasion en vue d'effectuer une vérification complète du contrat.
4. Le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à la base de paiement dans les articles de convention, pourra faire l'objet d'une vérification du gouvernement avant et après le versement du montant. Si une vérification a lieu après le versement, l'entrepreneur convient de rembourser immédiatement tout montant excédentaire sur demande du Canada. Celui-ci peut retenir et déduire tout crédit dû en vertu du présent article et impayé et le porter en compensation de toute somme que le Canada doit à l'entrepreneur (y compris en vertu d'autres contrats). Si, à quelque moment que ce soit, le Canada n'exerce pas ce droit, il ne le perd pas.

### **CG30 Droit de compensation**

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser, en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Le Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada et qui, en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

### **CG31 Avis**

Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré en mains propres, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui fournit un support papier du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de



la partie qui en est le destinataire, selon le contrat, ou à l'adresse antérieure dont l'expéditeur a été informé conformément à cet article. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse.

### **CG32 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique de la fonction publique**

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique du secteur public, Code de valeurs et d'éthique de l'École de la fonction publique du Canada ou de tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes précis ne peuvent bénéficier directement du contrat.

### **CG33 Pots-de-vin ou conflits**

1. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.
2. L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur déclare que, à sa connaissance et après s'être renseigné avec diligence, aucun conflit n'existe ni n'est susceptible de se manifester dans l'exécution du contrat. Si l'entrepreneur prend connaissance de tout facteur qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du contrat, il doit immédiatement en faire part à l'autorité contractante par écrit.
4. Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour inexécution. On entend par conflit toute question, circonstance ou activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail avec diligence et impartialité.

### **CG34 Prorogation**

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions du contrat qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont prévus devraient demeurer en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

### **CG35 Dissociabilité**

Si toute disposition du contrat est déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent, cette disposition disparaîtra du contrat, sans affecter aucune autre disposition du contrat.

### **CG36 Successeurs et cessionnaires**

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

### **CG37 Honoraires conditionnels**

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying, 1985, ch. 44 (4e suppl.).

### **CG38 Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.
2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.



3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité par le Canada conformément à l'article 28.

### CG39 Code de conduite et attestations

1. L'entrepreneur s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement et à ses modalités. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, l'entrepreneur doit aussi se conformer aux modalités du présent article.
2. L'entrepreneur reconnaît aussi que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur a fait une fausse déclaration dans sa soumission ou dans le cadre du contrat, ne maintient pas à jour avec diligence les renseignements exigés par les présentes, ou si l'entrepreneur ou ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des actions ou condamnations ici précisées pendant la durée du contrat, une telle fausse déclaration ou défaut de se conformer pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. L'entrepreneur comprend qu'une résiliation pour manquement ne restreindra pas le droit du Canada d'exercer tout autre recours disponible à son égard, et convient de retourner immédiatement tout paiement anticipé.
3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'entrepreneur si :
  - a. l'entrepreneur ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
  - b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.
4. L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du contrat. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.
5. L'entrepreneur atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'entrepreneur, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations ici précisées, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
6. L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*.
7. L'entrepreneur atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu du contrat. De plus, l'entrepreneur atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
  - a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou
  - b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du *Code criminel du Canada*, ou
  - c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du *Code criminel du Canada*, ou
  - d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la *Loi sur la concurrence*, ou
  - e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou



- f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la *Loi sur la taxe d'accise*, ou
- g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*, ou
- h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

#### **CG40 Harcèlement en milieu de travail**

1. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est chargé d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail qui s'applique également à l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou une autre personne employée par le Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre elle. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'entrepreneur, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

#### **CG41 Exhaustivité de la convention**

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

#### **CG42 Accès à l'information**

Les documents créés par l'entrepreneur et qui relèvent du Canada sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*. L'entrepreneur reconnaît les responsabilités du Canada en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et doit, dans la mesure du possible, aider le Canada à s'acquitter de ces responsabilités. De plus, l'entrepreneur reconnaît que l'article 67.1 de la *Loi sur l'accès à l'information* stipule que toute personne qui détruit, modifie, falsifie ou cache un document ou ordonne à une autre personne de commettre un tel acte, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu à la *Loi sur l'accès à l'information*, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou les deux.

#### **CG43 Règlement des conflits**

1. Les parties conviennent d'agir de bonne foi et de négocier en vue de résoudre les conflits durant et après l'exécution des travaux prévus aux termes du contrat. Si les parties ne peuvent s'entendre pour régler un conflit au moyen de la négociation, ils devront soumettre celui-ci à la médiation. Ils doivent en assumer les frais du médiateur à parts égales. Au cas où un conflit demeurerait irrésolu après la médiation, les parties concernées s'entendent pour le soumettre à l'arbitrage, conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial*.
2. Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande ou consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa.opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa.opo.gc.ca).

#### **CG44 Sécurité et protection des travaux**

1. Indépendamment de la date d'entrée en application du contrat, l'entrepreneur doit obtenir comme condition préalable une autorisation de sécurité du niveau établi pour le travail à exécuter. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter toutes les conditions de son niveau d'autorisation de sécurité au cours de la durée totale de l'exécution des travaux, conformément aux dispositions du contrat. Le Ministère peut à tout moment procéder à un examen des locaux de l'entrepreneur, ainsi que de ses documents et dossiers, afin de vérifier s'il se conforme aux conditions de sécurité prévues au contrat.
2. Sous réserve du paragraphe 38.3, l'entrepreneur doit assurer la confidentialité, pendant et après l'exécution des travaux, de l'information à laquelle il a accès en raison du contrat et dont la diffusion publique n'a pas été autorisée et s'abstenir de la divulguer.
3. L'entrepreneur et son personnel ne doivent communiquer d'aucune manière au public quelque information que ce soit ayant un rapport avec le contrat, notamment les données et les conclusions découlant du contrat, sans l'autorisation écrite préalable du représentant ministériel.



4. L'entrepreneur et son personnel s'engagent à remédier immédiatement à toute violation des dispositions du contrat ayant trait à la sécurité et à la protection des travaux, conformément aux instructions du président, à défaut de quoi le représentant ministériel pourra résilier le contrat en vertu de l'article CG27.
5. L'entrepreneur et son personnel devraient connaître les dispositions de la *Loi sur la protection de l'information* et le contenu du Manuel de la sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - a) La Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale – Manuel de la sécurité industrielle
  - b) Justice Canada – *Loi sur la protection de l'information*

#### **CG45 Communication des principaux éléments d'information**

L'entrepreneur consent à la communication des principaux éléments d'information concernant le contrat si la valeur de celui-ci excède 10 000 \$, à l'exception des renseignements visés à l'un des alinéas 20(1)a) à d) de la Loi sur l'accès à l'information.

#### **CG46 Indemnisation**

1. L'entrepreneur indemnise le Canada et le président, ainsi que leurs représentants et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de tous les dommages-intérêts ou frais subis par eux collectivement ou individuellement, et de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure dirigée contre eux collectivement ou individuellement, à tout moment, en raison :
  - a. de préjudice corporel (incluant le préjudice entraînant le décès) ou de la perte ou de l'endommagement du bien d'autrui qui peuvent résulter, ou dont on allègue qu'ils résultent de l'exécution des travaux ou d'une partie de ceux-ci, étant entendu que le Canada et le président ne peuvent se prévaloir de la protection du présent article lorsque le préjudice, la perte ou l'endommagement est causé par le Canada;
  - b. de tout privilège, saisie, sûreté ou autre charge ou créance visant des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des travaux achevés fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement.
  - c.
2. Le président doit informer l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 1 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, doit prendre part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou diriger cette contestation ou ces négociations, mais il n'indemnise le Canada du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

#### **GC47 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

#### **CG48 Priorité des documents**

En cas de contradictions ou de divergences entre les présentes Conditions générales et les autres documents faisant partie du contrat, les Conditions générales prévalent.

#### **CG49 Codes non autorisés**

1. L'entrepreneur garantit que toute donnée ou tout logiciel fourni au président en vertu du présent contrat ne comportera aucun code non autorisé, que ce soit ou non par sa faute ou pour cause de négligence.
2. Sans limiter l'application de l'article CG19, dans le cas où le président subirait des dommages en raison de la présence de codes non autorisés, l'entrepreneur devra payer tous les frais engagés par le président en vue de remettre le système dans son état initial.



## ANNEXE « F »

### CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

CS01 Anciens fonctionnaires  
CS02 Feuillet T1204 supplémentaire  
CS03 Définition d'une journée  
CS04 Horaire et lieu de travail  
CS05 Fermeture des bureaux du gouvernement  
CS06 Administration du contrat

#### **CS01 Anciens fonctionnaires**

Il est expressément établi dans le présent contrat :

- a. que l'entrepreneur avise le représentant ministériel s'il a reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs, ce qui comprend, sans s'y limiter, la Directive sur le réaménagement des effectifs et le Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction;
- b. que l'entrepreneur a informé le représentant ministériel des modalités du programme de réduction des effectifs en vertu duquel il a reçu un paiement forfaitaire ainsi que de la date à laquelle prend fin la période visée par ce paiement, du montant du paiement forfaitaire et du taux de rémunération sur lequel le montant forfaitaire a été calculé;
- c. que l'entrepreneur a déclaré au représentant ministériel s'il touche une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* indexée par la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

#### **CS02 Feuillet T1204 supplémentaire**

Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204 supplémentaires les paiements contractuels versés en vertu de contrats de services. Afin de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur doit remplir le formulaire Certification par l'entrepreneur prescrit par l'École de la fonction publique du Canada.

#### **CS03 Définition d'une journée**

Une journée correspond à 7,5 heures, excluant les pauses-repas. Les paiements sont effectués pour les journées travaillées; il n'y a pas de dispositions concernant les congés annuels, les congés fériés et les congés de maladie. Les heures travaillées qui représentent plus ou moins une journée seront calculées au prorata, pour indiquer les heures réellement travaillées, conformément à la formule suivante :

Heures travaillées X (tarif journalier ferme / 7,5 heures)

#### **CS04 Horaire et lieu de travail**

1. Lorsque les travaux doivent s'exécuter dans les bureaux de l'École de la fonction publique du Canada, l'entrepreneur doit, pour faciliter la coordination, adopter le même horaire que les employés de l'École de la fonction publique du Canada.
2. Lorsque les travaux doivent s'exécuter ailleurs que dans les bureaux décrits au paragraphe 4.1, l'horaire et l'endroit des travaux seront établis dans l'énoncé des travaux.

#### **CS05 Fermeture des bureaux du gouvernement**

Les employés de l'entrepreneur relèvent de l'entrepreneur et sont rémunérés par lui pour les services rendus. Lorsque des employés de l'entrepreneur fournissent des services dans les locaux du gouvernement en vertu du contrat et que ces locaux ne sont plus accessibles en raison de l'évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement et que, par conséquent, aucun travail n'est accompli par suite de cette fermeture, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pendant cette période.

#### **CS06 Administration du contrat**

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par l'entrepreneur concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa.opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa.opo.gc.ca).





ANNEXE « G »

FORMULAIRE AUTORISATION DE TÂCHES

**FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE**

<b>Numéro du contrat</b>		
<b>N° de l'autorisation de tâche (AT)</b>		
<b>Nom et adresse de l'entrepreneur</b>		
<b>Autorisation originale</b>		
Coût estimatif total de la tâche (TPS/TVH en sus) avant toutes révisions :		\$
<b>Révisions de l'AT autorisées précédemment (s'il y a lieu)</b>		
Instructions à l'attention de la personne responsable de l'autorisation d'une AT: les révisions autorisées précédemment doivent être présentées par ordre croissant des numéros de révision attribués (la première révision doit être identifiée par le numéro 1, la seconde par le numéro 2, et ainsi de suite). Si aucune augmentation ou diminution n'a été autorisée, inscrire 0.00\$. Au besoin, ajouter des rangées.		
N° de Révision de l'AT :		Augmentation ou réduction autorisée (TPS/TVH en sus) : \$
N° de Révision de l'AT :		Augmentation ou réduction autorisée (TPS/TVH en sus): \$
N° de Révision de l'AT :		Augmentation ou réduction autorisée (TPS/TVH en sus): \$
<b>Nouvelle révision de l'AT (s'il y a lieu)</b>		
Instructions à l'attention de la personne responsable de l'autorisation d'une AT: la première révision doit être identifiée par le numéro 1, la seconde par le numéro 2, et ainsi de suite. Si aucune augmentation ou diminution n'est autorisée, inscrire 0.00\$		
N° de Révision de l'AT :		Augmentation ou réduction autorisée (TPS/TVH en sus): \$
Coût estimatif total de la tâche (TPS/TVH en sus) après cette révision :		\$



**Exigences du contrat relatives à la sécurité (s'il y a lieu)**

Cette tâche comprend des exigences relatives à la sécurité:

- Non
- Oui. Voir l'annexe du contrat comprenant la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS).

Remarques (s'il y a lieu):

**Travaux requis**

*Le contenu des sections A, B, C et D ci-dessous doit être conforme au contrat.*

**SECTION A - [Description de tâche des travaux requis](#)**

**SECTION B - [Base de paiement applicable](#)**

**SECTION C - [Ventilation du coût de la tâche](#)**

**SECTION D - [Méthode de paiement applicable](#)**



**Autorisation**

**En apposant sa signature sur cette AT, le chargé de projet ou l'autorité contractante de TPSGC ou, s'il y a lieu, les deux atteste(nt) que le contenu de cette AT respecte les conditions du contrat.**

Nom du chargé de projet \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Nom de l'autorité contractante de TPSGC

Signature \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

**Signature de l'entrepreneur**

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_



## ANNEXE « H »

### Exigences en matière d'assurance

#### Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit obtenir et maintenir pour toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et travaux terminés - Blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant de travaux terminés par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : L'avenant devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.



Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- j. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- k. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- l. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- m. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante

Directeur, Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.



## Assurance tous risques des biens

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à 2 000,000.00 \$. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).

1. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
2. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
  - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par (insérer le nom du ministère) et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

## Assurance responsabilité civile des entrepreneurs

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir une assurance de responsabilité civile des entrepreneurs pour les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle aux fins d'entreposage, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à 2 000,000.00 \$. Les biens de l'État doivent être assurés à leur valeur (nouvelle) de remplacement.
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
3. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - b. Règlement des demandes d'indemnité. - Le produit de l'assurance pour la perte d'un bien ou pour les dommages causés à ces derniers doit être versé à la partie appropriée, selon les instructions de l'autorité contractante.
  - c. Bénéficiaire. - Le Canada, selon ses intérêts et directives, doit être désigné comme bénéficiaire.
  - d. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par (insérer le nom du ministère) et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.



## Assurance tous risques relative aux transports

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à 2 000,000.00 \$ par envoi. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
3. La police d'assurance tous risques relative aux transports doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
  - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par (insérer le nom du ministère) et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

## Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
  - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
  - c. Garantie non-assurance des tiers;
  - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

## Assurance supplémentaire

Malgré l'exigence selon laquelle l'entrepreneur doit détenir en tout temps une assurance, conformément à l'annexe H, le responsable de l'offre à commandes se réserve le droit de faire une déclaration spéciale pour les biens dont la valeur est supérieure à la limite de la couverture d'assurance de l'entrepreneur. Sur présentation d'une telle déclaration, l'entrepreneur doit fournir une évaluation séparée et l'utilisateur désigné devra payer la prime supplémentaire.

